

Convention collective

**IDCC : 9352. – EXPLOITATIONS DE PÉPINIÈRE
ET D'HORTICULTURE
(Ille-et-Vilaine)
(15 octobre 1985)**

(Etendue par arrêté du 6 mars 1986,
Journal officiel du 15 mars 1986)

AVENANT N° 40 DU 9 JUILLET 2009

NOR : AGRS1097087M
IDCC : 9352

Entre :

Le syndicat central des horticulteurs et pépiniéristes d'Ille-et-Vilaine,

D'une part, et

La FGA CFDT ;

La FSCOPA CFTC ;

Le SNCEA CFE-CGC ;

La FGTA FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

L'article 4 de la convention est modifié ainsi qu'il suit :

« Article 4

Durée, dénonciation, révision

La présente convention est conclue pour une durée indéterminée.

Elle pourra être dénoncée par l'une quelconque des parties contractantes. La dénonciation sera signifiée par lettre recommandée avec avis de réception au moins 3 mois à l'avance aux autres parties intéressées et à la direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle d'Ille-et-Vilaine. Toutefois, même après dénonciation, la présente convention restera en vigueur dans les conditions prévues au 3^e alinéa de l'article L. 2261-10 du code du travail.

Toute demande de révision doit être faite suivant la même procédure que celle retenue pour la dénonciation. La lettre signifiant la demande de révision doit spécifier les articles de la convention collective auxquels elle s'applique et préciser le nouveau texte que la partie demanderesse propose d'y substituer.

La demande de révision est faite par lettre recommandée avec avis de réception, sous réserve d'un préavis de 1 mois, à chacune des parties intéressées ainsi qu'à la direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle d'Ille-et-Vilaine.

La commission mixte commence à étudier les modifications demandées dans les 30 jours suivant la réception de la demande de révision par l'ensemble des organisations signataires.

Tout syndicat professionnel qui n'est pas partie à la convention pourra y adhérer ultérieurement. »

Article 2

L'article 5 de la convention est modifié, ainsi qu'il suit :

« Article 5

Commission paritaire d'interprétation

Il est constitué une commission paritaire d'interprétation, composée d'un nombre égal de représentants des organisations patronales et de représentants des organisations ouvrières signataires, choisis de préférence parmi les personnes ayant participé à l'élaboration de la convention.

La commission se réunit dans le délai de 15 jours à compter de la demande formulée par une des parties signataires de la convention collective à la direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle d'Ille-et-Vilaine, qui en assure l'organisation.

Le procès-verbal de la réunion est transmis aux organisations signataires de la convention collective. »

Article 3

L'article 7 de la convention est modifié ainsi qu'il suit :

« Article 7

Procédure de règlement des conflits individuels

Les conflits individuels relatifs aux différends pouvant surgir entre employeur et salariés sur l'application des clauses de la convention col-

lective peuvent être soumis, aux fins de conciliation, à une commission comprenant un représentant du syndicat patronal et un représentant de l'une des organisations ouvrières signataires, laquelle est désignée par le salarié, ainsi qu'un représentant de la section agricole de la direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle d'Ille-et-Vilaine, qui interviendra à titre consultatif.

Le recours devant la commission est facultatif et les parties ont toujours le droit de saisir directement le conseil de prud'hommes. »

Article 4

L'article 8 de la convention est modifié ainsi qu'il suit :

« Article 8

Liberté syndicale

Conformément aux dispositions légales en vigueur, la liberté d'opinion ainsi que le droit d'adhérer librement ou d'appartenir à un syndicat constitué en vertu des dispositions du livre I^{er} de la partie II du code du travail relatif aux relations collectives de travail sont reconnus. Aucun employeur ne peut prendre en considération l'appartenance ou la non-appartenance d'un salarié ou d'un apprenti à une organisation syndicale, politique ou confessionnelle pour arrêter ses décisions à son égard en ce qui concerne l'embauchage, la conduite et la répartition des travaux, les mesures de discipline et de congédiement. »

Article 5

L'article 9 de la convention est modifié ainsi qu'il suit :

« Article 9

Propagande

Les employeurs et les salariés et apprentis ne doivent, sous aucun prétexte, se livrer à l'intérieur de l'établissement à une propagande politique ou religieuse, quelle qu'elle soit, par paroles, par actes, par distribution ou collage de tracts et affiches, sous réserve des dispositions du livre I^{er} de la partie II du code du travail. »

Article 6

Le 2^e alinéa de l'article 10 « Délégués du personnel » de la convention est remplacé par les dispositions suivantes :

« En application des dispositions légales en vigueur les délégués du personnel qui exercent les attributions économiques du comité d'entreprise dans les conditions prévues par la loi bénéficient en outre d'un crédit de 20 heures par mois. »

Article 7

L'article 15 de la convention est modifié ainsi qu'il suit :

« Article 15

Période d'essai

A. – Contrats à durée indéterminée

La période d'essai n'est pas présumée, elle fait l'objet d'un accord écrit entre les parties.

La durée de la période d'essai est fixée à :

- 2 mois, éventuellement renouvelable 15 jours pour les salariés dont l'échelon est inférieur à 202 ;
- 2 mois, éventuellement renouvelable 1 mois pour les ouvriers et employés, c'est-à-dire pour les salariés dont l'échelon est égal ou supérieur à 202.

En cas de rupture de la période d'essai par l'employeur ou le salarié, il est institué un délai de prévenance en application des dispositions légales en vigueur.

La possibilité de renouvellement de la période d'essai est formalisée dans le contrat de travail.

En cas de rupture de l'engagement au cours ou à l'issue de la période d'essai, le salarié ne peut prétendre qu'à la rémunération afférente à la catégorie d'emploi pour laquelle il a été engagé.

B. – Contrats à durée déterminée

En cas de rupture de la période d'essai par l'employeur ou le salarié, il est institué un délai de prévenance en application des dispositions légales en vigueur. »

Article 8

A l'article 16 « Embauchage », il est institué un deuxième alinéa ainsi rédigé :

« L'absence d'écrit ne peut être retenu comme grief contre l'employeur pour les embauches antérieures à la date de publication de l'arrêté d'extension du présent avenant. »

Le 2^e alinéa devient le 3^e.

Le dernier alinéa est remplacé par un alinéa rédigé ainsi qu'il suit :

« Pour les contrats à durée déterminée, le contrat de travail est obligatoirement écrit conformément aux dispositions légales en vigueur. »

Article 9

L'article 21 de la convention est modifié, ainsi qu'il suit :

« Article 21

Salariés handicapés

Pour les salariés dont la lourdeur du handicap a été reconnue par une décision de la direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, en application de l'article L. 5213-7 du code du travail, le salaire ne peut être inférieur à celui qui résulte de l'application des dispositions législatives et réglementaires ou de la convention ou de l'accord collectif de travail. »

Article 10

A l'article 29 « Durée du travail », au paragraphe concernant la période d'astreinte, la mention « prévu à l'article L. 141-8 du code du travail » est remplacée par « prévu par les dispositions légales en vigueur ».

Article 11

A l'article 30 « Repos hebdomadaire », l'alinéa 4 est remplacé par un alinéa rédigé ainsi qu'il suit :

« En cas de circonstances exceptionnelles, les dispositions légales issues notamment du code rural sont applicables. »

Article 12

L'article 35 « Service national. – Maternité. – Adoption » est supprimé.

Article 13

L'article 38 de la convention est modifié ainsi qu'il suit :

« Article 38

Intempéries

En cas d'intempéries, et dans le cas de récupération des heures de travail perdues pour ces mêmes intempéries dans les conditions légales en vigueur, ces heures devront être payées au tarif conventionnel.

En cas d'intempéries prolongées, un horaire de travail réduit pourra être mis en application. Néanmoins, la rémunération mensuelle minimale prévue à l'article L. 3232-3 du code du travail sera intégralement versée dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires en vigueur sur le chômage partiel. »

Article 14

Le titre du chapitre IV est remplacé par « Absences, congés et jours fériés ».

Le titre « Section I. – Congés payés et congés spéciaux » est supprimé.

Article 15

A l'article 41 « Congés spéciaux », le 1^{er} alinéa du *b* est remplacé par un alinéa ainsi rédigé :

« Les salariés en activité bénéficient de l'autorisation de s'absenter de leur travail pour participer aux commissions mixtes instituées dans le cadre de l'article L. 2261-19 du code du travail et de la commission paritaire d'interprétation. »

Le *c* est complété par la phrase suivante :

« – 1 jour pour la conclusion d'un pacte civil de solidarité ; »

Le *d* est remplacé par un alinéa ainsi rédigé :

« Le salarié bénéficie du congé paternité selon les dispositions légales en vigueur. Le salarié qui souhaite bénéficier du congé de paternité doit avertir son employeur au moins 1 mois avant la date à laquelle il entend prendre son congé en précisant la date à laquelle il entend mettre fin à la suspension de son contrat de travail. »

Il est créé un alinéa *e* rédigé ainsi :

« *e*) Congés de maternité et d'adoption

En cas de maternité et d'adoption, il est fait application des dispositions légales et réglementaires en vigueur. »

Il est créé un alinéa *f* rédigé ainsi :

« *f*) Absences autorisées

L'absence des salariés réservistes et celle occasionnée par la journée d'appel à la défense sont régies par les dispositions légales en vigueur. »

Article 16

A l'article 49, au 1^{er} alinéa du *b*, la référence à « l'article L. 323-7 » du code du travail est remplacée par la référence à « l'article L. 5213-9 ».

Article 17

Les 3 premiers alinéas de l'article 50 sont supprimés et remplacés par un seul alinéa ainsi rédigé :

« Le salarié qui est licencié alors qu'il compte 1 an d'ancienneté ininterrompue au sein de l'entreprise a droit, sauf faute grave, à une indemnité de licenciement calculée ainsi :

– moins de 10 ans d'ancienneté : 1/5 de mois de salaire par année d'ancienneté ;

– à partir de 10 ans d'ancienneté : 1/5 de mois de salaire par année d'ancienneté plus 2/15 de mois par année d'ancienneté. »

Article 18

L'article 52, le titre « Résolution » est remplacé par « Extinction et résolution ».

Le *a* est modifié ainsi qu'il suit :

« *a*) Rupture du contrat à durée déterminée

Les modalités de rupture du contrat à durée déterminée sont celles prévues par les articles L. 1243-1 et L. 1243-2 du code du travail.

Il peut toutefois, par dérogation aux dispositions du précédent alinéa, être rompu à l'initiative du salarié lorsque celui-ci justifie d'une embauche pour une durée indéterminée. Sauf accord des parties, le salarié est alors tenu de respecter une période de préavis dont la durée est calculée à raison de 1 jour par semaine compte tenu de la durée totale du contrat, renouvellement inclus, si celui-ci comporte un terme précis, ou de la durée effectuée lorsque le contrat ne comporte pas un terme précis et, dans les 2 cas, dans une limite maximale de 2 semaines.

La méconnaissance par l'employeur des dispositions prévues ci-dessus ouvre droit pour le salarié à des dommages et intérêts d'un montant au moins égal aux rémunérations qu'il aurait perçues jusqu'au terme du contrat sans préjudice de l'indemnité prévue à l'article L. 1243-8 du code du travail. »

Le *c* est modifié ainsi qu'il suit :

« Une indemnité de fin de contrat est prévue conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur. »

Article 19

L'article 53 est intitulé « Rupture d'un commun accord » et modifié ainsi qu'il suit :

« A. – Rupture conventionnelle homologuée

Le contrat à durée indéterminée peut être rompu valablement d'un commun accord, après homologation par la direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, de la convention de rupture dans les conditions prévues par les articles L. 1237-11 et suivants.

La rupture ne peut être imposée par l'une ou l'autre des parties.

La rupture conventionnelle ne constitue ni un licenciement ni une démission.

B. – Rupture conventionnelle de droit civil

Pour les autres types de contrat, conformément aux dispositions de l'article L. 1134 du code civil, les parties peuvent décider de rompre d'un commun accord le contrat de travail qui les lie sous réserve d'une volonté claire, non équivoque et éclairée notamment sur les conséquences financières d'une telle rupture.

La convention fait l'objet d'un écrit entre les parties.

Ce mode de rupture ne peut être utilisé qu'à défaut de dispositions légales d'ordre public imposant des modalités de rupture spécifiques liées à la nature du contrat de travail ou à l'état des salariés au regard du droit du travail. »

Article 20

A l'article 55 « Certificat de travail », le 1^{er} premier alinéa est remplacé par un alinéa ainsi rédigé :

« A l'expiration du contrat de travail, l'employeur délivre au salarié un certificat dont le contenu est déterminé par l'article D. 1234-6 du code du travail. »

Article 21

L'article 56 « Reçu pour solde de tout compte » est modifié ainsi qu'il suit :

« La délivrance par le salarié du reçu de solde de tout compte n'est pas une obligation. Lorsqu'un reçu de solde de tout compte est délivré et signé par le salarié à l'employeur à l'occasion de la résiliation ou de l'expiration de son contrat de travail, le reçu signé par le salarié est libératoire et non contestable 6 mois après sa signature. »

Article 22

Les parties demandent l'extension du présent avenant, qui sera déposé à la direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle d'Ille-et-Vilaine. Ses dispositions prendront effet le premier jour du mois civil suivant celui au cours duquel aura été publié son arrêté d'extension au *Journal officiel*.

Fait à Rennes, le 9 juillet 2009.

(Suivent les signatures.)